

RCS : ROMANS
Code greffe : 2602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROMANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 01727
Numéro SIREN : 891 801 920
Nom ou dénomination : POLYTEK

Ce dépôt a été enregistré le 31/01/2022 sous le numéro de dépôt A2022/001049

« POLYTEK »
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 EUROS
Siège social : 182, Route de Sauzet
26200 MONTELIMAR
SIREN 891 801 920

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 31 DECEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un,
et le 31 décembre, à 13 heures,

Monsieur LOPEZ Yohan, associé unique de la société en sa qualité de propriétaire de la totalité des actions représentant le capital social,

A pris les décisions suivantes :

- Lecture du rapport du Président,
- Augmentation de capital de 270 000.00 €,
- Nomination d'un Directeur Général,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide d'augmenter le capital social de 270 000 € pour le porter de 1 000 € à 271 000 € au moyen de création de 270 000 actions nouvelles de 1 € chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 001 à 271 000 et attribuées ainsi qu'il est indiqué sous la deuxième résolution ci-après.

Les actions nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Après avoir entendu la lecture d'un contrat d'apport en date du 16 novembre 2021, aux termes duquel Monsieur Yohan LOPEZ fait apport à la société de :

- **1 000 actions** lui appartenant dans la société **SAS YOHAN LOPEZ**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 182 Route de Sauzet, identifiée au SIREN sous le numéro 827 508 706 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 258 000 €.
- **1 000 actions** lui appartenant dans la société **SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 11, Rue Montant au Château, identifiée au SIREN sous le numéro 853 473 338 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 1 000 €.
- **900 actions** lui appartenant dans la société **SAS MES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), Route de Sauzet, quartier Beausseret, identifiée au SIREN sous le numéro 880 401 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 10 000 €.
- **900 actions** lui appartenant dans la société **SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 5, Ancienne route de Sauzet, identifiée au SIREN sous le numéro 888 030 913 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 1 000 €.

Total des apports évalué à 270 000 € moyennant l'attribution de 270 000 actions nouvelles de 1 € chacune, représentatives de l'augmentation de capital ayant fait l'objet de la première résolution ci-dessus, approuve cet apport aux conditions stipulées audit contrat, son évaluation ainsi que sa rémunération.

L'assemblée générale reconnaît sincères et véritable la déclaration relative à la répartition et à la libération des actions nouvelles, faite au contrat d'apport par Monsieur Yohan LOPEZ, Président de la société, et par l'apporteur, Monsieur Yohan LOPEZ.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire,

Constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital dont il s'agit, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront désormais libellés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 – APPORTS

Nouvelle mention :

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société :

Une somme en numéraire d'un montant total de MILLE EUROS (1 000 €), correspondant au montant du capital social et à 1 000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, souscrites en totalité et intégralement libéré de leur valeur nominale, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 7 novembre 2020 par la Banque Caisse d'Epargne, Cours de Verdun, 26400 CREST, dépositaire des fonds, sur présentation de l'état de souscription mentionnant la somme versée par l'associé unique.

La somme de 1 000 euros a été, dès avant ce jour, déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la Banque Caisse d'Epargne, Cours de Verdun, 26400 CREST. Elle ne pourra en être retirée par le Président avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de 271 000 € par apports effectués par Monsieur Yohan LOPEZ des :

- **1 000 actions** lui appartenant dans la société **SAS YOHAN LOPEZ**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 182 Route de Sauzet, identifiée au SIREN sous le numéro 827 508 706 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 258 000 €.
- **1 000 actions** lui appartenant dans la société **SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 11, Rue Montant au Château, identifiée au SIREN sous le numéro 853 473 338 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 1 000 €.
- **900 actions** lui appartenant dans la société **SAS MES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), Route de Sauzet, quartier Beausseret, identifiée au SIREN sous le numéro 880 401 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 10 000 €.
- **900 actions** lui appartenant dans la société **SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 5, Ancienne route de Sauzet, identifiée au

SIREN sous le numéro 888 030 913 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 1 000 €.

Total des apports évalué à 270 000.00 €

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Nouvelle mention :

Le capital social est fixé à DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE EUROS (271 000 €).

Il est divisé en Deux cent soixante et onze Mille (271 000) actions nominatives, d'une seule catégorie, de 1 Euro chacune de valeur nominale et attribuées en totalité à Monsieur Yohan LOPEZ, associé unique.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale Extraordinaire,

Nomme Madame LOPEZ Manon née REBOUL le 18 octobre 1987 à Montélimar (Drôme) en tant que Directeur Général à compter de ce jour. Ses fonctions prendront fin sans formalité le 31 décembre 2022 sauf prorogation par assemblée.

Elle affirme n'être frappée d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Le Directeur Général exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues au titre de l'article 15 des Statuts.

Le Directeur Général percevra une rémunération définie par les associés lors de la prochaine assemblée.

De plus, elle aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale Extraordinaire,

Donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président

Monsieur Yohan LOPEZ

DocuSigned by:

30D3FF5E657D4FF...

Annexe :

- Contrat d'apport du 16 novembre 2021

TRAITE D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES;

Monsieur Yohan LOPEZ,

Demeurant à Montélimar (26200), 90, Route de Saint-Gervais,

Né le 28 juillet 1984 à Montélimar (26)

De nationalité française

Marié avec Madame LOPEZ Manon née REBOUL le 18 octobre 1987 à Montélimar (Drôme), sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage établi le 3 juin 2014 par Maître Hélène DESJACQUES MARROUX, notaire à Sauzet, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de Marsanne le 5 juillet 2014,

Ci-après dénommée « l'Apporteur »

De première part,

La société POLYTEK,

Société par actions simplifiée au capital de 1 000.00 euros

Dont le siège social est 182, Route de Sauzet à Montélimar (26200),

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Romans sous le numéro SIREN 891 801 920,

Représentée par Monsieur Yohan LOPEZ,

Ci-après dénommée « Le Bénéficiaire »,

De seconde part,

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1</u> – MOTIF ET BUT DE L’OPERATION.....	3
<u>ARTICLE 2</u> – APPORTS	3
<u>ARTICLE 3</u> - ORIGINE DE PROPRIETE	5
<u>ARTICLE 4</u> - METHODE D’EVALUATION DES APPORTS.....	5
<u>ARTICLE 5</u> – REMUNERATION DES APPORTS	6
<u>ARTICLE 6</u> – CONDITIONS SUSPENSIVES	6
<u>ARTICLE 7</u> – PROPRIETE – JOUISSANCE	7
<u>ARTICLE 8</u> – POUVOIR ET CAPACITE.....	7
<u>ARTICLE 9</u> – DISPOSITIONS FISCALES.....	7
<u>ARTICLE 10</u> - AFFIRMATION DE SINCERITE.....	8
<u>ARTICLE 11</u> – FRAIS.....	8
<u>ARTICLE 12</u> - ELECTION DE DOMICILE.....	8
<u>ARTICLE 13</u> - ATTRIBUTION DE JURIDICTION	8
<u>ARTICLE 14</u> - POUVOIRS	8

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MOTIF ET BUT DE L'OPERATION

L'objectif de l'apport est patrimonial, il doit permettre d'utiliser au mieux l'actif des sociétés par actions simplifiée **YOHAN LOPEZ, A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES, MES, A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE** pour constituer le capital de POLYTEK.

Le but de l'opération est d'exercer une profession sous la forme d'une société de capitaux afin de se constituer un patrimoine professionnel différent de son patrimoine personnel et de faire appel à un capital extérieur à terme.

Ce schéma permis par la holding et ainsi diversifier son portefeuille d'investissement stratégique afin de pérenniser l'activité à long terme du groupe de société.

ARTICLE 2 - APPORTS

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives prévues à l'article 6 ci-après, et sous les seules garanties ordinaires et de droit, l'Apporteur apporte au Bénéficiaire, qui accepte cet Apport sous les mêmes conditions :

- La pleine et entière propriété de 1 000 actions de la **SAS YOHAN LOPEZ**, société par actions simplifiée au capital de 1 000.00 €, dont le siège social est à Montélimar (26200), 182, Route de Sauzet, identifiée au SIREN sous le numéro 827 508 706 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, détenu par Monsieur Yohan LOPEZ et représentant 100% des actions composant le capital social de cette société.

L'Apport est un apport à titre pur et simple des actions apportées, à l'exclusion de tout autre élément tant d'actif que de passif.

L'Apport est indivisible et porte obligatoirement sur la pleine et entière propriété de 1 000 actions de la SAS YOHAN LOPEZ.

Les actions de la SAS YOHAN LOPEZ seront apportées libres de tout nantissement, droit de préemption, inscription, saisie, privilège ou autres sûretés et plus généralement de tout droit en faveurs de tiers.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du code de commerce, l'apport sera préalablement à sa réalisation définitive, soumis à l'appréciation d'un Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des futurs associés du bénéficiaire.

L'apport prendra effet à la date de réalisation définie à l'article 6 ci-après.

- La pleine et entière propriété de 1 000 actions de la **SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000.00 €, dont le siège social est à Montélimar (26200), 11, Rue Montant au Château, identifiée au SIREN sous le numéro 853 473 338 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans,

détenu par Monsieur Yohan LOPEZ et représentant 100% des actions composant le capital social de cette société.

L'Apport est un apport à titre pur et simple des actions apportées, à l'exclusion de tout autre élément tant d'actif que de passif.

L'Apport est indivisible et porte obligatoirement sur la pleine et entière propriété de 1 000 actions de la SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES.

Les actions de la SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES seront apportées libres de tout nantissement, droit de préemption, inscription, saisie, privilège ou autres sûretés et plus généralement de tout droit en faveurs de tiers.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du code de commerce, l'apport sera préalablement à sa réalisation définitive, soumis à l'appréciation d'un Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des futurs associés du bénéficiaire.

L'apport prendra effet à la date de réalisation définie à l'article 6 ci-après.

- La pleine et entière propriété de 900 actions de la **SAS MES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000.00 €, dont le siège social est à Montélimar (26200), Route de Sauzet, Quartier Beausseret, identifiée au SIREN sous le numéro 880 401 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, détenu par Monsieur Yohan LOPEZ et représentant 90% des actions composant le capital social de cette société.

L'Apport est un apport à titre pur et simple des actions apportées, à l'exclusion de tout autre élément tant d'actif que de passif.

L'Apport est indivisible et porte obligatoirement sur la pleine et entière propriété de 900 actions de la SAS MES.

Les actions de la SAS MES seront apportées libres de tout nantissement, droit de préemption, inscription, saisie, privilège ou autres sûretés et plus généralement de tout droit en faveurs de tiers.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du code de commerce, l'apport sera préalablement à sa réalisation définitive, soumis à l'appréciation d'un Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des futurs associés du bénéficiaire.

L'apport prendra effet à la date de réalisation définie à l'article 6 ci-après.

- La pleine et entière propriété de 900 actions de la **SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE**, société par actions simplifiée au capital de 1 000.00 €, dont le siège social est à Montélimar (26200), 5, Ancienne route de Sauzet, identifiée au SIREN sous le numéro 888 030 913 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de

Romans, détenu par Monsieur Yohan LOPEZ et représentant 90% des actions composant le capital social de cette société.

L'Apport est un apport à titre pur et simple des actions apportées, à l'exclusion de tout autre élément tant d'actif que de passif.

L'Apport est indivisible et porte obligatoirement sur la pleine et entière propriété de 900 actions de la SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE.

Les actions de la SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE seront apportées libres de tout nantissement, droit de préemption, inscription, saisie, privilège ou autres sûretés et plus généralement de tout droit en faveurs de tiers.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-147 du code de commerce, l'apport sera préalablement à sa réalisation définitive, soumis à l'appréciation d'un Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des futurs associés du bénéficiaire.

L'apport prendra effet à la date de réalisation définie à l'article 6 ci-après.

ARTICLE 3 - ORIGINE DE PROPRIETE

M. Yohan LOPEZ est propriétaire des :

- **1 000 actions** de la **SAS YOHAN LOPEZ** pour les avoir acquises lors de la constitution de la société le 3 février 2017.
- **1 000 actions** de la **SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES** pour les avoir acquises lors de la constitution de la société le 5 juillet 2019.
- **900 actions** de la **SAS MES** pour les avoir acquises lors de la constitution de la société le 20 novembre 2019.
- **900 actions** de la **SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE** pour les avoir acquises lors de la constitution de la société le 16 juillet 2020.

ARTICLE 4 - METHODE D'EVALUATION DES APPORTS – VALORISATION DES APPORTS

La valeur des apports a été déterminée sur la base de la valeur réelle des actions apportées, à l'issue d'une évaluation multicritère, réalisée conjointement et contradictoirement entre les parties.

Pour la SAS YOHAN LOPEZ, l'évaluation tient notamment compte des méthodes suivantes :

- Méthode patrimoniale
- Valeur selon l'EBE
- Marge brute d'autofinancement
- Capacité d'autofinancement
- Méthode des cash-flow actualisés

L'évaluation retenue pour la SAS YOHAN LOPEZ ressort à 258 000.00 €

En revanche pour la **SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES**, la **SAS MES**, la **SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE** compte tenu de la création récente de ses sociétés et de l'absence encore significative d'activité, les évaluations de ses dernières sont basées sur les capitaux propres des derniers bilans arrêtés.

L'évaluation retenue pour la **SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES** ressort à : 1 000.00 €

L'évaluation retenue pour la **SAS MES** ressort à : 10 000.00 €

L'évaluation retenue pour la **SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE** ressort à : 1 000.00 €

Au regard des évaluations ainsi effectuées, et en tenant compte de la décision de l'Apporteur et du Bénéficiaire de ne pas consentir de garantie d'actif et de passif réciproque dans le cadre de l'Apport, les Parties sont convenues du rapport d'échange suivant ; en contrepartie de l'Apport des actions apportées, M. Yohan LOPEZ se verra attribuer 270 000 actions nouvelles de 1.00 € de la Bénéficiaire.

Etant précisé que les 270 000 actions de la SAS POLYTEK seront émises au nominal de 1 € par part et numérotées de 1 001 à 271 000.

L'évaluation ci-dessus a été effectuées avec le concours d'un Commissaire aux apports.

ARTICLE 5 – REMUNERATION DES APPORTS

L'Apport, ci-dessus décrit évalué à la somme globale de deux cent soixante-dix-milles euros (270 000.00 €), est consenti et accepté moyennant l'attribution à M. Yohan LOPEZ de 270 000 actions nouvelles de la société par actions simplifiée POLYTEK d'une valeur nominale d'un euro (1.00 €) chacune, entièrement libérées, à créer par la société par actions simplifiée POLYTEK à titre d'augmentation de capital pour un montant de deux cent soixante-dix-milles euros (270 000.00 €).

ARTICLE 6 – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport ne deviendra définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- (1) Approbation de l'Apport et de l'augmentation de capital corrélative par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société par actions simplifiée POLYTEK.
- (2) Agrément de la société POLYTEK par la majorité des associés des SAS YOHAN LOPEZ, A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES, MES, A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE représentant au moins la moitié des actions.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le jour de l'assemblée visée au (1) ci-

dessus qui devra se tenir au plus tard le 31 décembre 2021 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenü, sans indemnité de part ni d'autre.

L'Apport sera réalisé le jour de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire de la société par actions simplifiée POLYTEK qui approuvera l'Apport et la réalisation définitive de l'augmentation de son capital.

ARTICLE 7 – PROPRIETE – JOUISSANCE

Les actions seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter du 31 décembre 2021.

ARTICLE 8 – POUVOIR ET CAPACITE

Chaque partie possède tous les pouvoirs et la capacité nécessaire pour conclure le présent traité d'apport, pour exécuter ses obligations en résultat et pour effectuer les opérations qui y sont prévues.

La conclusion du présent traité d'apport par l'apporteur et l'exécution de ses obligations à ce titre ne sont pas constitutives d'une violation du droit auquel l'apporteur est soumis. Aucune procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale ayant pour effet d'interdire l'apport par l'apporteur au bénéficiaire, ou sa libre jouissance par la bénéficiaire n'est en cours.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FISCALES

S'agissant d'Apports réalisés par une personne physique, il bénéficie d'un report d'imposition des plus-values d'échanges de titres prévu à l'article 150-O B du Code général des impôts dans la mesure où la présente opération consiste en un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés et contrôlée par l'apporteur.

9.1. Taxe sur la valeur ajoutée

Le présent Apport est dispensé de taxation à la TVA.

9.2. Déclarations relatives à l'enregistrement

Cet Apport de biens mobiliers (actions) relève des apports purs et simples et le capital de la société Bénéficiaire étant de 271 000 € (après apport), le droit fixe de 500 € est dû.

ARTICLE 10 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ARTICLE 11 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge du Bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ARTICLE 12 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- L'Apporteur en son adresse personnelle indiquée en tête des présentes.
- Le Bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

ARTICLE 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le traité d'apport sera, pour sa validité, son interprétation et son exécution soumis à la loi française.

Tous les litiges auxquels pourraient donner lieu le traité d'apport ou qui pourraient en être la suite ou la conséquence, seront, de convention expresse entre les parties, soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce compétent.

ARTICLE 14 – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi, comme d'une manière générale faire toutes significations et notifications qui pourraient être requises ou utiles et, pour remplir toutes les formalités.

Fait à Montélimar
Le 16 novembre 2021
En quatre exemplaires originaux.

L'Apporteur

Monsieur Yohan LOPEZ

DocuSigned by:

LOPEZ Yohan

30D3FF5E657D4FF...

Le Bénéficiaire

SAS POLYTEK

Monsieur Yohan LOPEZ - Président

DocuSigned by:

LOPEZ Yohan

30D3FF5E657D4FF...

« POLYTEK »
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
Au capital de 271 000 Euros

Siège Social

182, ROUTE DE SAUZET
26200 MONTELIMAR

S T A T U T S

Statuts mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2021

Le soussigné :

Monsieur Yohan LOPEZ, associé unique, demeurant 90 Route de Saint Gervais à 26200 Montélimar (Drôme).

Né le 28 juillet 1984 à Montélimar (Drôme),
de nationalité française,

Marié avec Madame LOPEZ Manon née REBOUL le 18 octobre 1987 à Montélimar (Drôme), sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage établi le 3 juin 2014 par Maître Hélène DESJACQUES MARROUX, notaire à Sauzet, préalablement à leur union célébrée à la Mairie de Marsanne le 5 juillet 2014,

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION DUREE – SIEGE – EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et la cession, sous toutes formes, de toutes parts sociales et de toutes valeurs mobilières dans toutes sociétés ou entités juridiques,
- Toutes prestations administratives, financières, comptables, commerciales ou autres pouvant être servies aux sociétés dans lesquelles sont prises des participations pour faciliter leur gestion et leur animation,
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;

La participation, directe ou indirecte, de la société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination de la Société est : « **POLYTEK** »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement

- Des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS",
- De l'énonciation du montant du capital social,
- Du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 182, Route de Sauzet
 26200 MONTELMAR

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2021.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS (Modifié suite à l'AGE du 31 décembre 2021)

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société :

Une somme en numéraire d'un montant total de MILLE EUROS (1 000 €), correspondant au montant du capital social et à 1 000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, souscrites en totalité et intégralement libéré de leur valeur nominale, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 7 novembre 2020 par la Banque Caisse d'Epargne, Cours de Verdun, 26400 CREST, dépositaire des fonds, sur présentation de l'état de souscription mentionnant la somme versée par l'associé unique.

La somme de 1 000 euros a été, dès avant ce jour, déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la Banque Caisse d'Epargne, Cours de Verdun, 26400 CREST. Elle ne pourra en être retirée par le Président avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2021, le capital social a été porté à la somme de 271 000 € par apports effectués par Monsieur Yohan LOPEZ des :

- **1 000 actions** lui appartenant dans la société **SAS YOHAN LOPEZ**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 182 Route de Sauzet, identifiée au SIREN sous le numéro 827 508 706 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 258 000 €.
- **1 000 actions** lui appartenant dans la société **SAS A.B.S AIDES BRICOLAGES SERVICES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 11, Rue Montant au Château, identifiée au SIREN sous le numéro 853 473 338 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 1 000 €.
- **900 actions** lui appartenant dans la société **SAS MES**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), Route de Sauzet, quartier Beausseret, identifiée au SIREN sous le numéro 880 401 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 10 000 €.
- **900 actions** lui appartenant dans la société **SAS A.R.F ANALYSE ET RECHERCHE DE FUITE**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 €, dont le siège social est à Montélimar, (26200), 5, Ancienne route de Sauzet, identifiée au

SIREN sous le numéro 880 030 913 et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Romans, évaluées à 1 000 €.

Total des apports évalué à 270 000.00 €

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES ACTIONS (Modifié suite à l'AGE du 31 décembre 2021)

Le capital social est fixé à DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE EUROS (271 000 €).

Il est divisé en Deux cent soixante et onze Mille (271 000) actions nominatives, d'une seule catégorie, de 1 Euro chacune de valeur nominale et attribuées en totalité à Monsieur Yohan LOPEZ, associé unique.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenue directement entre le Président et le déposant et soumise ultérieurement à l'approbation de l'Assemblée Générale des associés.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société dispose de la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 – AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant renoncer à titre individuel

à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions représentatives d'apports en numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 - ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

L'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale extraordinaire peuvent, sur le rapport du Président et sur le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, autoriser le Président à procéder, au profit des membres du personnel salarié de la Société ou de certaines catégories d'entre eux, à une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre sous les conditions et modalités prévues à l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

L'associé unique ou les associés fixent le pourcentage maximal du capital social pouvant être

attribué, le nombre total des actions attribuées gratuitement ne pouvant toutefois excéder 15% du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Président.

ARTICLE 13 – CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

2 - Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.

3 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des actions souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions d'actions. L'époux associé prend part au vote et ses parts seront prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

4 - Transmission des actions en cas de pluralité d'associés

A - Inaliénabilité des actions

Pendant une durée de 5 ans à compter du jour où la Société a perdu son caractère unipersonnel, aucun associé ne pourra céder, apporter, nantir ou donner en garantie les actions qu'il possède ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou effet de conférer, directement ou indirectement, un droit quelconque sur tout ou partie du capital ou des droits de vote de la Société. Cette interdiction porte aussi bien sur les actions elles-mêmes que sur la nue-propriété et l'usufruit desdites actions.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président devra lever l'interdiction d'aliéner dans les cas suivants :

- Exclusion d'un associé ;
- Retrait d'un associé ;
- Révocation d'un dirigeant associé
- Modification dans le contrôle d'une société associée entraînant l'exclusion de cette société.

La présente clause d'inaliénabilité ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée ci-dessus, les actions seront transmissibles sous les conditions décrites ci-après.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'inaliénabilité est nulle.

B - Préemption

La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de 1 mois de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de deux mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de deux mois, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

La cession est ensuite soumise à la procédure d'agrément décrite ci-après.

Toute cession réalisée en violation de cette clause de préemption est nulle.

C - Agrément des cessions

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Les cessions d'actions à des tiers à titre onéreux ou gratuit ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des actions.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Cette procédure d'agrément s'applique de la même manière à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

D - Modifications dans le contrôle d'un associé

Tous les associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dès que la modification du contrôle est intervenue, sans délai.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le Président peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article suivant.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

E - Exclusion d'un associé

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- Défaut d'affectio societatis ;
- Mésentente durable entre associés ;
- Désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- Manquements d'un associé à ses obligations ;
- Dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- Changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- Exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- Violation d'une disposition statutaire ;
- Opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs ;
- Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;

- Plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité de la moitié des droits de vote ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au moins 30 jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession. La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trois mois de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution. La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

4 - La location des actions est interdite.

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

TITRE III

FONCTIONNEMENT - CONTROLE

ARTICLE 15 – FONCTIONNEMENT

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

PRESIDENT :

Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par les associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par l'expiration de son mandat, l'incapacité de gérer, le décès ou s'il s'agit d'une personne morale, par la dissolution mais aussi par la transformation ou la dissolution de la société.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée au moins 3 mois avant la date d'effet de ladite décision.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Le Président associé concerné ne pourra pas être exclu du vote de sa révocation.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

DIRECTEUR GENERAL :

Désignation

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés, un Directeur Général, personne physique ou morale.

Durée des fonctions

Le Directeur Général est désigné pour une durée déterminée ou non, par la collectivité des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de deux mois, lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés sur proposition du Président, prise à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président associé unique ou l'un de ses dirigeants doivent être mentionnées sur le registre des décisions.

Les conventions autres que les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personnes interposées entre le Président non associé unique et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Il est interdit au Président et aux autres dirigeants de la Société, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un

découvert, en compte courant ou autrement, et de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Ces règles s'appliquent également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées ainsi qu'à toute personne interposée.

Le non-respect de cette interdiction entraîne la nullité du contrat.

Toutefois, cette interdiction n'est pas applicable lorsque le dirigeant est une personne morale.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire même si sa nomination est facultative.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse deux des trois seuils fixés par la loi : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins 5% du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices. Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- modification des statuts ;
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- transformation en une société d'une autre forme ;
- dissolution de la Société ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- nomination, révocation et rémunération du Président ;

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du Président.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

Si la Société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions réglementées ;
- nomination des Commissaires aux Comptes ;
- augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- transformation de la Société ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif ;
- dissolution et liquidation de la Société ;
- agrément des cessions d'actions ;
- inaliénabilité des actions ;
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions ;
- augmentation des engagements des associés ;
- nomination, révocation et rémunération du Président ;
- modification des statuts ;

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

A - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'augmentation des engagements d'un associé, à l'exclusion d'un associé, à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'agrément en cas de cession d'actions et au changement de nationalité de la société.

Lorsque la propriété d'un titre est démembrée, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées extraordinaires. Ainsi, l'usufruitier approuve les comptes annuels et le nu-propriétaire se prononce sur la modification des statuts.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

L'associé unique ne peut en aucun cas être représenté.

B - Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5% du capital ou soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite au moins 15 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social au moins 35 jours avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 8 jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

C - Règles de majorité

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des associés disposant du droit de vote présents ou représentés. Les autres décisions seront prises à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- les décisions relatives aux modifications des clauses d'inaliénabilité, d'agrément, de changement dans le contrôle d'un associé et d'exclusion d'un associé ;
- les décisions relatives au changement de nationalité de la société.

La décision d'agrément est prise par décision collective des associés à la majorité des deux tiers, le cédant prenant part au vote.

D - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote. En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux associés au moins 15 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

TITRE V

INVENTAIRE - AFFECTATION DES RESULTATS REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2021.

ARTICLE 22 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit également un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires, c'est-à-dire au moins un mois avant la convocation de l'assemblée des associés appelés à statuer sur les comptes.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence, il est dispensé d'établir un rapport de gestion si la Société ne dépasse pas à la clôture de l'exercice social deux des seuils fixés par les articles L. 232-1, IV et R. 232-1-1 du Code de commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Le Président dépose les documents énumérés par l'article L. 232-23 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Toutefois, lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la Société, il est dispensé de déposer au greffe le rapport de gestion qui doit toutefois être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés détermine la part attribuée à chacun des associés.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, aux conditions fixées par la loi.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

PROROGATION – TRANSFORMATION DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 25 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'associé unique ou les associés, doivent décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du nominal des actions, le produit net de la liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 29 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Toutefois, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, il doit être procédé à une tentative de conciliation.

TITRE VII

FORMALITES CONSTITUTIVES

ARTICLE 30 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société, nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée, est :

Monsieur Yohan LOPEZ

Né à Montélimar (26) le 28 juillet 1984

De nationalité française

Demeurant 90, Route de Saint Gervais à 26200 Montélimar (Drôme).

Monsieur Yohan LOPEZ accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 31 – ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Monsieur Yohan LOPEZ, associé unique, a établi un état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société. Cet état est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 32 - FORMALITES DE PUBLICITE – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la SARL LAMBROIS FIDUCIAIRE, représentée par son gérant Monsieur Arnaud LAMBROIS, Résidence les JARDINS DU PARC, 7 Rue Charles Chabert à MONTELMAR, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la Loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

ARTICLE 33 – FRAIS

Tous les frais concernant la constitution de la présente société seront portés au compte des frais du présent établissement et seront amortis au cours des premiers exercices sociaux.

Fait à Montélimar, le 31 décembre 2021

Monsieur Yohan LOPEZ

« Lu et approuvé »

Lu et approuvé

DocuSigned by:

30D3FF5E657D4FF...

Statuts mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2021

DS
